

Comprendre un bilan bancaire

LES COMPTES DE L'ÉCO

PAR MARION COHEN

PUBLIÉ LE 3 MAI 2021

Les banques sont des acteurs économiques essentiels non seulement parce qu'elles contribuent au financement de l'économie mais aussi et surtout parce qu'elles créent la monnaie qui circule dans l'économie. Cette fiche vous permettra de comprendre ce que recouvre le terme banque, d'être en mesure de lire un bilan bancaire et de voir comment les métiers bancaires ont évolué au cours des dernières décennies. D'abord principalement centrées sur la collecte des dépôts et l'octroi de crédits aux agents économiques, les banques se sont de plus en plus tournées vers les activités de marché.

01

Quelles sont les activités menées par les banques ?

Les activités traditionnelles des banques comprennent la réception et la gestion des dépôts du public, l'octroi de crédits et la gestion des moyens de paiements ❶. C'est à cette possibilité d'accorder des crédits tout en recevant des dépôts qu'est lié le pouvoir de création monétaire (voir [le module sur la monnaie](#)). Une banque doit recevoir un agrément de la puissance publique pour avoir le droit d'exercer. La terminologie juridique européenne appelle « établissements de crédit » ❷ les sociétés exerçant ces deux activités. Dans la zone euro, c'est la Banque centrale européenne qui, en coopération avec les autorités compétentes nationales ❸, accorde les agréments aux établissements de crédit.

Les banques peuvent aussi exercer des activités de financement ou de marché qui incluent pour l'essentiel les services d'émission de titres (actions et obligations) pour le compte de clients (grandes entreprises et Etats), la tenue de marché (assurer [la liquidité d'un titre](#) sur le marché en se portant en permanence acheteur ou vendeur de ce titre), la gestion et la vente de produits dérivés et le trading pour compte propre. On parle alors d'activité de banque d'affaires ou de banque de financement et d'investissement.

Historiquement, le secteur bancaire était très réglementé ❹ dans la plupart des pays avancés, dont la France. Les banques étaient spécialisées par type de clientèle et par métier, avec notamment une séparation entre les banques de détail ou de réseau, spécialisées dans la collecte des dépôts et l'octroi de crédits aux particuliers et aux PME, et les banques d'affaires, spécialisées dans les opérations de financement pour les grandes entreprises et plus tard les Etats. Le métier bancaire a progressivement été déréglementé dans les pays avancés. La spécialisation bancaire a disparu, les frontières entre les différents métiers se sont effacées. On a assisté à une concentration du secteur menant à l'émergence de [méga-banques](#), importantes par la taille de leur bilan, dont certaines sont dites « universelles » dans le sens où elles exercent à la fois des activités de détail (dépôts et crédits), des activités de marché voire d'autres métiers tels que la gestion d'actif et l'assurance.

Pour ces banques « universelles », la réglementation impose cependant toujours la séparation de certains métiers financiers dans des filiales spécifiques. Il s'agit d'abord de l'assurance, activité qui fait l'objet d'une réglementation spécifique différente de la réglementation bancaire. Ensuite, les banques ont des filiales de gestion d'actifs. Ces filiales placent l'épargne des clients dans des produits d'investissements (fonds de placement, etc...). Cette activité fait également l'objet d'une réglementation spécifique. Ni l'assurance ni la gestion d'actifs ne sont intégrées dans les bilans comptables des banques, et ne sont donc pas présentées dans les analyses de bilan de la présente fiche.

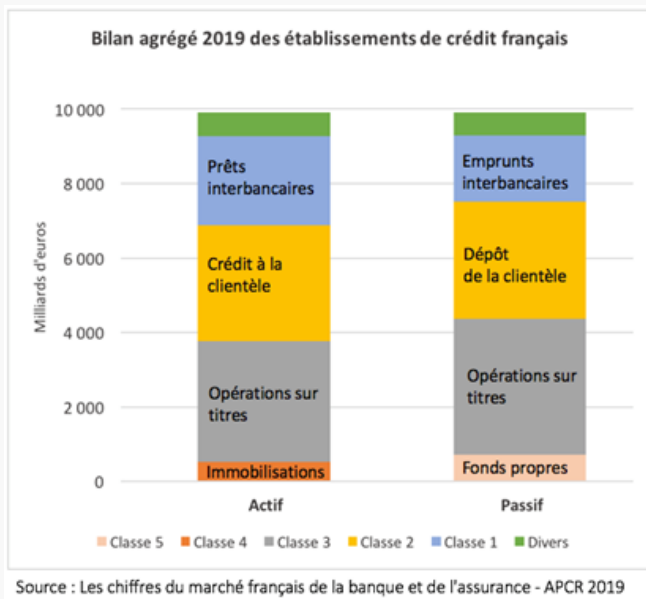
02

Comment lire le bilan d'une banque ?

Le bilan est une sorte de photographie à un instant donné (en général en fin d'année) du patrimoine d'une société. On trouve à l'actif tout ce qu'elle possède (la façon dont elle utilise ses ressources financières) et au passif tout ce qu'elle doit (la façon dont elle se procure ses ressources financières). L'analyse du bilan des banques permet de comprendre quelles sont les activités qu'elles mènent et la façon dont elle se financent.

Voici le bilan agrégé de tous les établissements de crédit établis en France ⁵.

Le bilan détaillé se trouve en annexe.



SOURCE [Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance 2019](#) (graphiques 11 et 12), ACPR

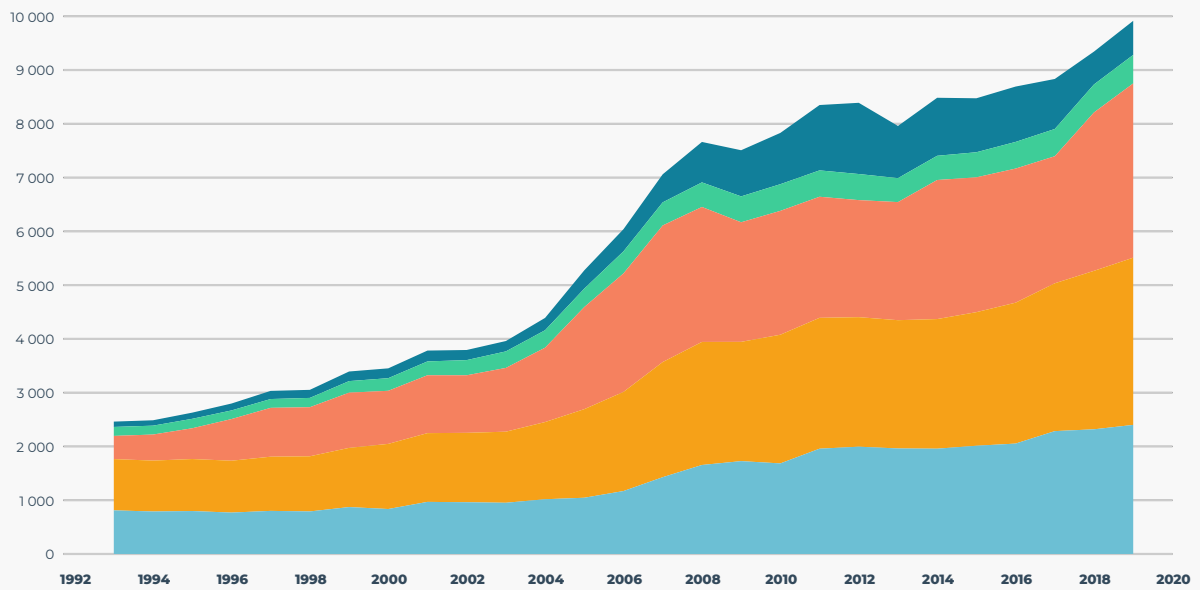
- La **classe 1** désigne les opérations interbancaires que les banques réalisent entre elles et avec la banque centrale, dans le cadre de leur gestion de trésorerie.
- La **classe 2** désigne les opérations avec la clientèle (particuliers, entreprises, collectivités) : à l'actif les crédits accordés ; au passif les dépôts collectés (comptes courants et comptes épargne).
- La **classe 3** désigne les opérations sur titre. A l'actif, les placements de la banque sur les marchés pour son propre compte et ses activités de teneur de marché. Au passif, les titres de dettes que la banque émet pour se financer (obligations, titres de créances négociables, titres donnés en pension livrée).
- La **classe 4**, à l'actif, désigne les valeurs immobilisées, c'est-à-dire les biens et valeurs censés demeurer durablement dans le patrimoine de la banque (par exemple les parts dans entreprises liées, les locaux que possède la banque etc.)
- Enfin, la **classe 5**, au passif, désigne les fonds propres (le capital et les réserves accumulées mais aussi les provisions et la dette subordonnée).

03 —

Que nous disent l'évolution des bilans des banques sur les dernières décennies ?

Les deux graphiques ci-dessous retracent l'évolution du passif et de l'actif des établissements de crédit établis en France depuis 1993. On peut déjà constater la très importante croissance du bilan de ces sociétés, multiplié par 5 en moins de 30 ans. Elle reflète la part croissante de la finance dans l'économie.

Composantes de l'actif des institutions de crédit résidant en France (en milliards d'euros)

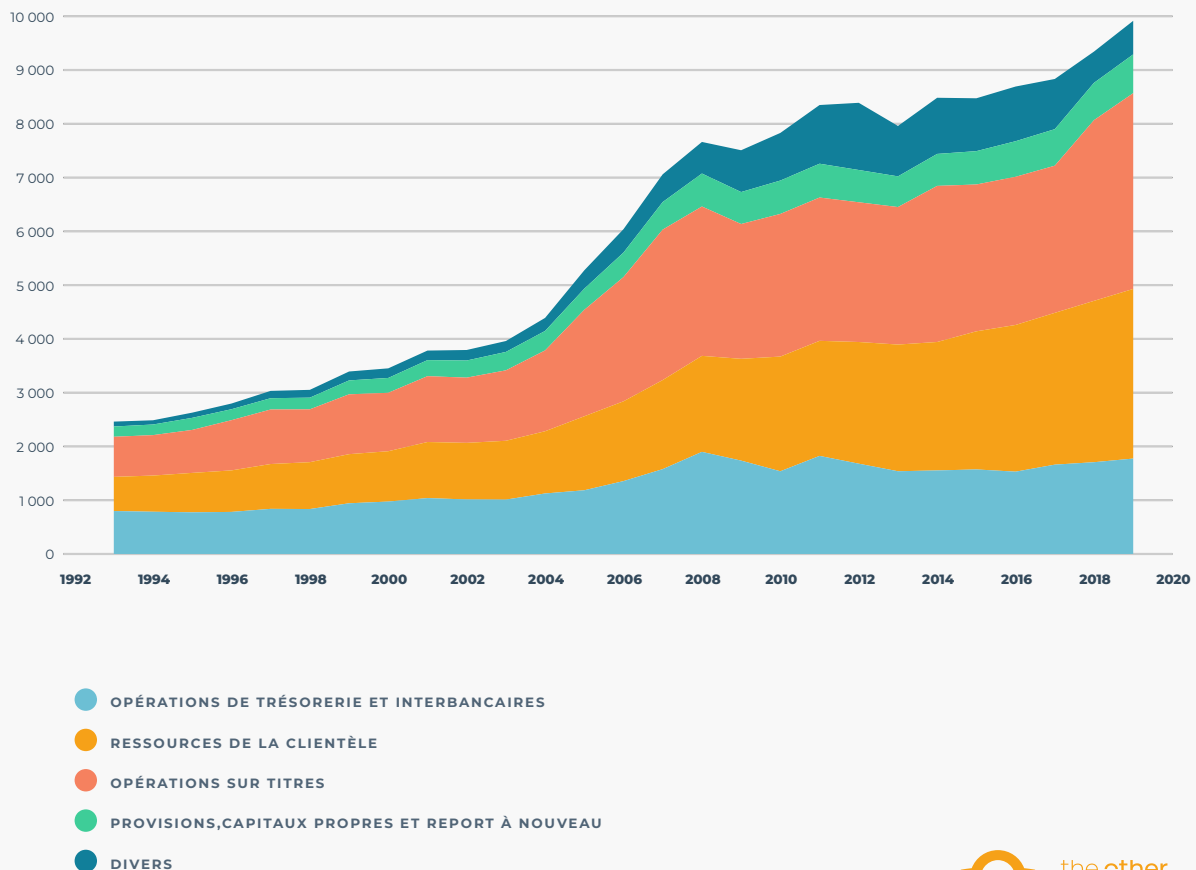


- OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES
- CRÉDITS À LA CLIENTÈLE
- OPÉRATIONS SUR TITRES
- VALEURS IMMOBILISÉES
- DIVERS



SOURCE [Données du marché français de la banque 2019](#), ACPR (tableau G11)

Composantes du passif des institutions de crédit résidant en France (en milliards d'euros)



SOURCE [Données du marché français de la banque 2019](#), ACPR (tableau G11)

Si les chiffres fournis par l'ACPR ⁶ débutent dans les années 1990, il est possible d'avoir des chiffres datant des années 1980 sur une fiche pédagogique du [site du ministère de l'économie](#).

Remonter ainsi dans le temps permet de constater à quel point l'activité de crédit à l'économie s'est réduite en proportion du total de bilan des banques. Pour l'ensemble des établissements de crédit français, les prêts « classiques » à l'économie qui représentaient 84% de l'actif du bilan du secteur en 1980 n'en représentent plus que 30% en 2019 ⁷. Les activités de marché (les opérations sur titre) et les opérations interbancaires comptent en 2019 pour 57% de l'actif. Du côté du passif, on constate également la hausse des opérations sur titre et des opérations interbancaires qui représentent près de 55% du passif (contre 19% en 1980).

Comme expliqué sur le site du ministère : « C'est la conséquence du financement des banques sur les marchés financiers où elles tiennent un rôle majeur en y intervenant soit pour leur propre compte (détenance directe de titres) soit pour le compte de tiers ou en tant qu'apporteur de produits financiers ou de teneur de marché ». Précisons que les activités pour compte propre sont tout simplement des activités « spéculatives » visant uniquement à améliorer les profits bancaires.

Notons, par ailleurs, que si le crédit a fortement diminué en proportion des activités bancaires totales, la croissance des encours de crédit a malgré tout été très rapide depuis les années 2000. Entre 2000 et 2019, le crédit à la clientèle en France a été multiplié par 2,6 alors que le PIB a seulement crû d'un tiers et l'inflation est restée inférieure à 1,5% par an sur toute la période. Dans le même temps, le taux d'endettement des ménages et des entreprises non financières en France est passé de 83% à 134% du PIB ⁸. La financiarisation de l'économie française se traduit donc par une forte croissance des opérations financières hors crédit dans le bilan des banques, mais aussi par un recours accru des acteurs non financiers au crédit.

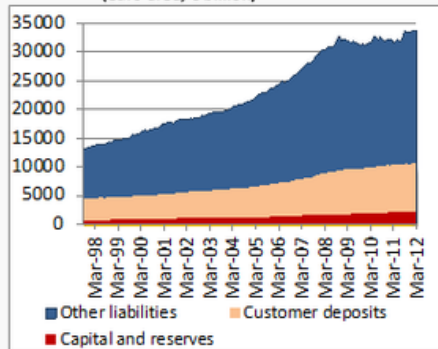
Ces évolutions sont loin d'être des spécificités françaises

Selon Adair Turner, qui dirigeait l'Autorité de supervision financière britannique au moment de la crise de 2008^[4] :

« Si on observe un bilan bancaire typique des années 1960, on voit qu'en dehors des avoirs en obligations gouvernementales et en liquide, il était dominé par les emprunts et les dépôts des ménages et des entreprises. En Grande-Bretagne, les prêts à l'économie réelle, plus les obligations gouvernementales et les réserves à la Banque d'Angleterre, représentaient en 1964 plus de 90% des bilans bancaires agrégés. En 2008, l'interbancaire représentait bien plus de la moitié des bilans de la plupart des grandes banques au monde. »

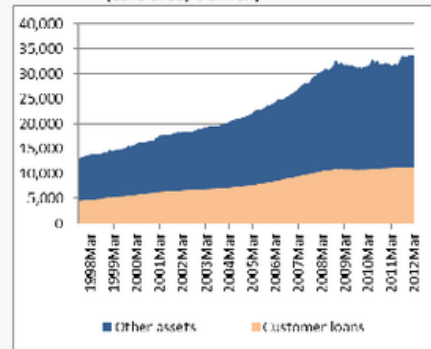
Au niveau de la zone euro, le constat est le même comme noté dans le [rapport Liikanen](#).

Chart 2.3.6: Evolution of liabilities of MFIs 1998-2012 (euro area, € billion)



Notes: Customer deposits are deposits of non-monetary financial institutions excluding general government.
Source: ECB data.

Chart 2.3.7: Evolution of assets of MFIs 1998-2012 (euro area, € billion)



Notes: Customer loans are loans to non-monetary financial institutions excluding general government.
Source: ECB data.

SOURCE [Reforming the structure of the EU banking sector - Liikanen report](#), 2012 (tableau A.3.5, p.127)

Dans un récent article paru dans la revue *Review of Economic Studies* ⁹, les auteurs retracent sur une longue période (depuis 1870) l'évolution des principaux postes de bilan pour un ensemble de pays. Le graphique suivant retrace l'évolution en pourcentage des différentes composantes du passif des institutions bancaires de 17 pays. On peut constater la diminution continue du capital ainsi qu'à partir des années 1970, la diminution très claire de la proportion de dépôts par rapport aux autres composantes du passif.

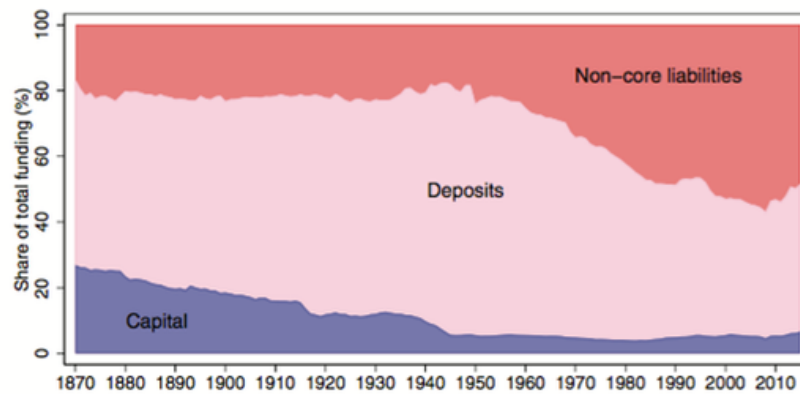


FIGURE 2

Composition of liabilities, averages by year for 17 countries, full sample.

Notes: Averages over 17 sample countries. This figure plots the shares of capital (blue), deposits (pink), and non-core (red) in total funding. Categories add up to one (100%).

SOURCE Oscar Jordà et al., [Bank Capital Redux: Solvency, Liquidity, and Crisis](#), Review of Economic Studies, 2021.

04

Quid du hors bilan ?

Le bilan des banques ne représente qu'une partie de leur activité. Suivons toujours ce qui est expliqué sur le [site du ministère de l'Economie](#) :

« Dans le hors bilan figurent des éléments qui pourront se traduire par des opérations financières mais ne le sont pas encore tels que des engagements de crédit irrévocables à accorder, des cautions, des achats et ventes de titres non encore enregistrés pour tenir compte des délais de règlement/livraison, des engagements liés à des instruments de financement à terme... »

Voici le hors bilan des établissements de crédit français en 2019 :

T13. Engagements de hors-bilan des établissements de crédit

Population : Ensemble des établissements de crédit Périètre : Ensemble de l'activité Source : ACPR

En milliards d'euros	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Engagements de financement							
En faveur :							
- d'établissements de crédit	152	165	178	151	180	215	242
- de la clientèle	719	742	841	902	936	1 049	1 083
Reçus :							
- d'établissements de crédit	481	436	433	449	402	450	495
- de la clientèle	48	54	54	54	81	101	78
Engagements de garantie							
D'ordre :							
- d'établissements de crédit	438	448	392	409	477	665	653
- de la clientèle	678	760	757	779	815	846	900
Reçus :							
- d'établissements de crédit	636	594	569	704	770	958	1 000
- de la clientèle	754	758	774	782	826	945	1 052
Engagements sur titres							
Titres à recevoir	230	227	249	284	323	433	614
Titres à livrer	235	224	251	277	310	440	615
Opérations en devises							
Monnaies à recevoir	7 124	9 127	9 291	9 908	9 736	10 619	9 627
Monnaies à livrer	7 271	9 089	9 209	9 919	9 756	10 733	9 713
Engagements sur instruments financiers à terme	86 514	82 182	72 683	59 323	57 634	52 037	51 535
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	77 520	70 778	61 904	49 314	48 841	43 386	42 691
Opérations sur instruments de cours de change	3 112	5 102	4 839	4 573	3 824	4 433	3 004
Opérations sur autres instruments	5 882	6 302	5 940	5 436	4 969	4 218	5 840

SOURCE [Données du marché français de la banque 2019](#), ACPR (tableau T13)

Le poste le plus important du hors bilan des banques est le poste des engagements sur instruments financiers à terme, c'est-à-dire les opérations sur produits dérivés. Malgré une lente décroissance au cours des dernières années, les engagements sur instruments financiers à terme de l'ensemble des établissements de crédit représentent toujours plus de 51 000 milliards d'euros, soit plus de 5 fois la valeur totale de leur bilan.

Parmi ces engagements sur dérivés, ce sont les opérations sur instruments de taux d'intérêt qui sont les plus importantes : 42 691 milliards d'euros pour l'année 2019. Cela représente 32,5 fois le montant total des crédits accordés par les banques à leurs clientèles. Ce chiffre est un indicateur frappant de l'activité des banques sur les marchés financiers.

05

Annexe : bilan détaillé des établissements de crédit résidant en France

Les tableaux ci-après sont issus de [Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance 2019](#), ACPR

Tableau 11 L'actif des établissements de crédit en détail

En milliards d'euros	2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	2 285	2 318	2 400
Caisse, banques centrales & offices des chèques postaux	480	491	561
Comptes ordinaires	58	133	147
Comptes et prêts	1 353	1 405	1 401
Valeurs reçues en pension	29	1	0
Autres prêts	364	289	290
Crédits à la clientèle	2 749	2 947	3 110
Crédits à la clientèle non financière	2 454	2 624	2 771
Prêts à la clientèle financière	158	185	196
Valeurs reçues en pension	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	83	85	91
Créances douteuses	43	41	40
Autres crédits	11	12	12
Opérations sur titres	2 362	2 946	3 241
Titres reçus en pension livrée	717	1 221	1 366
Titres de transaction	720	816	949
Titres de placement	412	377	395
Titres de l'activité de portefeuille	1	1	2
Titres d'investissement	263	307	332
Autres opérations	249	224	197
Valeurs immobilisées	507	521	531
Prêts subordonnés	41	44	45
Part dans les entreprises liées	335	337	337
Immobilisations	26	28	29
Crédit-bail et location simple	102	109	117
Autres valeurs	3	2	3
Divers	930	611	634
Total de l'actif	8 834	9 343	9 915

Périmètre : Ensemble de l'activité

Source : ACPR

Tableau 12 Le passif des établissements de crédit en détail

En milliards d'euros	2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	1 661	1 706	1 774
Banques centrales et office des chèques postaux	9	8	10
Comptes ordinaires créditeurs	107	118	139
Comptes et emprunts	1 206	1 273	1 321
Valeurs données en pension	43	18	19
Autres emprunts	297	289	285
Ressources émanant de la clientèle	2 823	3 001	3 154
Emprunts auprès de la clientèle financière	270	291	262
Valeurs données en pension	-	-	-
Comptes ordinaires créditeurs	1 110	1 212	1 344
Comptes d'épargne à régime spécial	991	1 023	1 062
Comptes créditeurs à terme	413	437	449
Bons de caisse et bons d'épargne	1	1	1
Autres ressources	38	37	38
Opérations sur titres	2 737	3 361	3 640
Titres donnés en pension livrée	734	1 200	1 367
Dettes représentées par un titre	1 152	1 218	1 290
<i>dont: titres de créances négociables</i>	514	546	561
<i>dont: obligations</i>	572	584	614
Autres opérations	850	943	983
Provisions, capitaux propres	609	620	646
Subventions et fonds publics affectés	7	7	7
Provisions diverses et dépôts de garantie à caractère mutuel	57	58	57
Dettes subordonnées	148	148	153
Capital, réserves et fonds pour risques bancaires généraux	398	407	429
Report à nouveau (+ / -)	70	73	76
Divers	933	581	624
Total du passif	8 834	9 343	9 915

Périmètre : Ensemble de l'activité
Source : ACPR

Notes

- 1 En droit français on parle d'« opérations de banque », définies par le [Code monétaire et financier](#).
^ Retour
- 2 Un « établissement de crédit » est défini dans le CRR (règlement n° 575/2013 dit *Capital Requirements Regulation* – CRR) comme « une entreprise dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et à octroyer des crédits pour son propre compte » (article 4).
^ Retour
- 3 En France, il s'agit de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).
^ Retour
- 4 Le secteur bancaire reste aujourd'hui très réglementé. Cependant, il ne s'agit plus du même type de réglementation.
^ Retour
- 5 Il s'agit des données sur base sociale de toutes les entités juridiques établies en France. Sont donc inclus les établissements de crédit français filiales de groupes étrangers et les succursales à l'étranger d'établissement français car elles n'ont pas de personnalité juridique. Par contre les filiales de groupe français établies à l'étranger sont exclues. Pour plus de détail voir [Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance 2019](#), note méthodologique du secteur bancaire.
^ Retour
- 6 L'ACPR est l'organisme public français chargé de la supervision des secteurs de la banque et de l'assurance.
^ Retour
- 7 Le site du ministère de l'économie utilise les données 2011-2013. Nous avons mis les chiffres à jour avec les données les plus récentes issues de [Données du marché français de la banque 2019](#), APCR (tableau G11).
^ Retour
- 8 Voir sur le site de la Banque de France : [Endettement des ménages et des SNF](#) (2020 T3). A noter que le taux d'endettement des SNF comprend les crédits bancaires et obligataires, ces derniers figurant en « titres » dans l'actif des banques.
^ Retour
- 9 Adair Turner, *Reprendre le contrôle de la dette*, Edition de l'Atelier, 2017, p.56. Pour avoir une vision de l'évolution des bilans bancaires des années 1960 jusqu'à 2007 voir Adair Turner et al., [The Future of Finance: The LSE Report](#), London School of Economics and Political Science, 2010.
^ Retour